



# La Commune



## La diversion du 5 mai de Mélenchon

6ème République

La Vè République est à bout de souffle. Elle est à l'agonie depuis le 27 avril 1969, effet différé de la grève générale de mai-juin, lorsque le référendum du général de Gaulle qui devait parachever le régime dans la voie du néo-corporatisme (ou " corporatisme social ") a été mis en échec. Depuis lors, les tentatives de replâtrage se sont succédé en vain. L'affaire Cahuzac est à la fois produit et facteur de la crise du régime, une crise dont le moteur est la lutte de classes. Elle pose avec acuité la question du " changement de régime ", dans un climat de tension extrême. Logiquement, Mélenchon s'en empare et propose la manifestation du 5 mai. Ne prêchait-il pas depuis longtemps pour la VI è République ? Mais au fait, De quoi s'agit-il ?

L'idée même d'une 6e république est déjà tout un programme. La " nouvelle République " s'inscrit ainsi dans la continuité de ses devancières, la seconde qui a écrasé le prolétariat parisien en juin 1948, la troisième née de l'écrasement de la Commune de Paris, la quatrième qui fut la république des massacres de Sétif, Guelma, de Madagascar, des guerres d'Indochine et d'Algérie et, la cinquième, donc, que nous n'avons pas besoin de présenter ici et qui est issue d'un coup d'Etat.. En ce qui nous concerne, anticapitalistes, nous ne luttons en aucun cas pour une 6e république mais pour, en France, **la première République socialiste des travailleurs**. Les seules continuités républicaines que nous revendiquons sont celles qui nous relient aux Etats-généraux de 1789 et à la Convention de 1792, première ébauche de la démocratie révolutionnaire du temps de l'enfance révolutionnaire de la bourgeoisie, à la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan et bien entendu à la République des soviets issue de la Révolution d'Octobre. Mais revenons donc sur les projets républicains de Mélenchon, tels qu'ils ont été exposés dans son programme présidentiel " l'Humain, d'abord "

### Examinons l'Assemblée Constituante de Mélenchon :

*" Une Assemblée constituante distincte de la nouvelle Assemblée nationale, ayant pour mandat de rédiger un projet de Constitution nouvelle pour une VIe République, sera élue au suffrage universel, dès 2012. Elle sera élue à la proportionnelle intégrale sans seuil, avec la parité. Les parlementaires en exercice ne pourront s'y présenter et les élu(e)s de la Constituante ne pourront être candidats aux élections suivantes. Les modalités de l'élection et du débat public seront établies après consultation des organisations sociales.*

*Le texte proposé sera l'aboutissement d'un grand débat public réunissant citoyens, organisations sociales et politiques qui, sous des formes à définir (assemblées populaires, États généraux, forums citoyens, etc.), relayé par les médias, devra permettre au peuple lui-même de s'en approprier les enjeux.*

*Ce projet de Constitution nouvelle, une fois voté par l'Assemblée constituante, sera soumis à référendum populaire. "*

Il ne s'agit donc pas d'une Assemblée Constituante souveraine. Et encore moins d'une assemblée de députés élus et révocables, devant rendre compte de leur mandat à des assemblées ouvrières et populaires. La Constituante de Mélenchon n'aura aucun pouvoir que de rédiger un projet de Constitution, sous la pression de la " démocratie participative- relayée par les media ". L'Assemblée nationale sera toujours en place, Hollande et ses 36 ministres pourront continuer à décréter et légiférer contre les travailleurs et la population : ANI, licenciements, mise à mal de la Sécurité sociale par répartition solidaire, attaques prochaines contre les retraites, chasse aux sans-papiers etc. Durant tout le " processus constituant ", le Chef de l'Etat continuera donc à exercer les pouvoirs exorbitants que lui assigne l'actuelle Constitution. Les députés voteront les lois que le gouvernement lui assigne et cette Constituante à la Mélenchon ne sera qu'une chambre d'écho du débat " participatif ". Pas question donc de commencer par exiger " A bas la 5e république, qu'ils s'en aillent tous, tout de suite.. " En clair, pendant que Mélenchon amuse la galerie, les travaux continuent.

### Une république aux relents de corporatisme

Comme nous l'avons dit, la République de Mélenchon ne rompt en rien avec ses devancières. Il n'a même pas l'audace de renouer avec le principe de la Convention de 1792, c'est-à-dire d'une Assemblée unique, concentrant tous les pouvoirs.

*" Nous proposerons la suppression du Sénat ou sa réforme profonde pour devenir une chambre relais des collectivités locales et des initiatives citoyennes ".* Les bras nous en tombent : Mélenchon veut réintroduire le projet gaulliste, battu en 1969, de création d'une chambre de type néo-corporatiste intégrant en son sein les syndicats ouvriers et patronaux. Bien sûr, Mélenchon ne parle pas d'y intégrer les " organisations socioprofessionnelles " comme de Gaulle, mais c'est tout comme : qu'est-ce donc que les " initiatives citoyennes " ? Voudrait-on comme en Suisse que ce qui relève des négociations entre syndicats et patrons selon le rapport de forces entre les classes soit remplacé par des " référendums d'initiative populaire " ? Mélenchon n'avait-il pas proposé un référendum sur les retraites ? Au même titre que l'ouvrier, les actifs non-salariés, les artisans, les commerçants pourraient décider de ce qui ne touche et ne regarde que les salariés ? Le résultat de la dernière votation en Suisse parle de lui-même : la 6è semaine de congés payés a été rejetée par-dessus la tête de la majorité des salariés et de leurs syndicats !

Ce cousinage entre le projet gaulliste et la république mélenchoneuse est renforcé par la proposition de donner aux comités

d'entreprise des pouvoirs de décision et de sceller ainsi la cogestion, l'association capital-travail

Pierre Laurent, patron du PCF a répondu, au sujet du 5 mai que la question essentielle était bien plutôt qu'il fallait " un grand coup de braquet du gouvernement vers la gauche " Autrement dit, si le PCF appelle le 5 mai, c'est pour faire pression sur **Hollande pour gauchir sa politique**. En résumé, le 5 mai, pour ses initiateurs, ne saurait être rien d'autre qu'une manif de soutien " à gauche " du gouvernement. **Elle n'est donc rien d'autres qu'une tentative de diversion, un pare-feu qui est le bienvenu pour ce gouvernement aux abois**. Alors, qu'irions-nous faire dans cette galère ? **Notre présence reviendrait à donner une caution gauche à la caution gauche du FDG à Hollande**. Impossible. A la limite, diffuser un tract NPA pour défendre nos mots d'ordre, notre plan d'urgence ? Oui, à la limite.

***Pedro, Jean-Paul, Daniel, Wladimir***

---

Modifié le dimanche 14 avril 2013

---

## Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »